



SECTIONS CGT TRESOR ISERE

Trésorerie Générale de l'Isère - 8, rue de Belgrade - 38000 Grenoble
Tél: 0476857596 Télécopie: 0476857599 Mél: cgt.038@dgfip.finances.gouv.fr
Site Internet : www.tresor.cgt.fr/38/

Dépêche AFP : un allié inattendu !

Quand SARKOZY demande à LA POSTE de suppléer à la défaillance des banques...

Nicolas Sarkozy a jugé mardi "inacceptables" les difficultés rencontrées par les entreprises pour obtenir des financements auprès des banques et indiqué qu'il allait prochainement revoir leurs dirigeants, lors d'un déplacement dans le Loir-et-Cher.

"Je vais être obligé de revoir les banques parce que je suis inquiet de ce qui se passe en ce moment", a déclaré M. Sarkozy lors d'un discours sur l'avenir des territoires ruraux prononcé à Morée.

"Je le dis très simplement. Nous les avons sauvées, nous avons protégé votre épargne, mais je ne passerai pas d'un excès où on finançait n'importe quoi à une situation où on serre la vis à une entreprises qui a des besoins de trésorerie pour quelques milliers d'euros et on fait perdre des emplois. Cela ce n'est pas acceptable", a-t-il lancé.

"Ca ne peut pas être trop hier, et plus rien du tout aujourd'hui. J'aurai cette réunion avec les banques", a insisté le chef de l'Etat sans donner de date pour cette rencontre.

"Je comprends parfaitement qu'on ne peut pas donner des crédits n'importe comment, à n'importe qui, bien sûr. D'ailleurs si on l'avait fait avant, ça aurait évité la bulle spéculative. Mais là, il y a un problème de trésorerie pour les entreprises qui me le signalent partout sur le territoire, et cela nous ne pouvons pas l'accepter", a-t-il poursuivi.

Pour favoriser le financement des PME en zone rurale, le président a par ailleurs annoncé qu'il avait demandé à l'établissement public de financement de PME de débloquer "une ligne de 100 millions d'euros".

Il a également souhaité que la banque postale "complète sa gamme de produits financiers et prête aux entrepreneurs et aux TPE (très petites entreprises), en particulier en zone rurale". "L'épargne réglementée, c'est 6 milliards d'euros. Je veux qu'il y en ait une partie pour les PME et les TPE de la ruralité", a-t-il souligné.

MORÉE (Loir-et-Cher), 9 fév 2010 (AFP)

Notre avis : il faudrait adresser à Nicolas Sarkozy la pétition pour le maintien de LA POSTE dans le service public !